

DANIEL MAINGUY

Agrégé des Facultés de droit
Professeur à l'École de Droit de la Sorbonne
Université Paris I Panthéon Sorbonne



CURRICULUM VITAE

ARBITRAGE – DISTRIBUTION/CONTRATS D’AFFAIRES – DROIT ET CONTENTIEUX ECONOMIQUE

ECOLE DE DROIT DE LA SORBONNE, UNIV. PARIS I, 12 PLACE DU
PANTHEON, 75005 PARIS, IRJS, COLLEGE SAINTE BARBE, 5 RUE
VALETTE, 75005 PARIS
www.daniel-mainguy.fr

DOMICILE : 5 AVENUE CARNOT, 75017 PARIS
06.15.88.45.68
daniel.mainguy@univ-paris1.fr
389 CHEMIN DU PERDIGAL 34790 GRABELS

SITUATION PERSONNELLE

Né le 19 février 1966, (55 ans), de nationalité française, 4 enfants
Professeur à l'université de Paris I Panthéon Sorbonne, ONLH (Chevalier), ONM (Chevalier), PA (Chevalier),
MDN (Bronze)

I. POSITION ACTUELLE

Professeur à l'École de Droit de la Sorbonne, Université Paris I Panthéon Sorbonne (Classe exceptionnelle 2^{ème}
échelon, CNU 2020).

Co-directeur du Département Droit public et privé de l'Economie, IRJS (Univ. Paris I)

Co-directeur du Master 2 « Contentieux des affaires » (Univ. Paris I).

Président de la commission d'arbitrage du CMAP (Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris), depuis 2019

Directeur du Concours International d'Arbitrage de Montpellier « CIAM Serge Lazareff » (depuis 1999)

Président de la Clinique Juridique de Montpellier, (depuis 2013)

Rapporteur et Expert près la Commission d'Examen des Pratiques Commerciales (CEPC, dep. 2003).

Membre du Comité des Experts de la Fédération Française de la Franchise

II. FORMATION ET CURSUS UNIVERSITAIRE

- Agrégé des Facultés de droit (droit privé et sciences criminelles 1997).

- Maître de conférences (1996), Habilité à diriger les recherches (1994)

- Docteur en droit (1994) : *La revente*, thèse droit Montpellier, sous la direction de Jean-Marc Mousseron, lauréat
de l'Académie française (Prix Viard 1998)

- DEA Droits et accords industriels (1992, Faculté de droit de Montpellier)

- DESS-DJCE et Magistère DJCE (1991), Faculté de Droit de Montpellier ; Faculté de Droit de Montpellier
(Certificat de droit fiscal, Certificat de droit économique)

- Aspirant, puis Sous-lieutenant, 17^{ème} Régiment du Génie parachutiste (1989-1990).

- Mathématiques supérieures « Corniche », Lycée militaire Aix-en-Provence (1984-1985)

III. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS ET SPECIALITES :

- **Droit (privé) économique** : Cours de droit de la distribution (master 1 et 2), ouvrage et articles, Cours de droit de la concurrence (master 1 et 2).
- **Droit de l'arbitrage, cours, ouvrage, articles**
- **Droit civil** : Cours de la première année à la 4ème année : introduction générale (cours, ouvrages et articles), droit des personnes et de la famille, droit des obligations, les contrats spéciaux (ouvrages et articles). La tradition à Montpellier consiste à réaliser un cours de droit civil et de « monter » d'année en année.
- **Théorie du droit** : Cours, articles.

IV. EXPERIENCE PRATIQUE ET ARBITRALE

Forte expérience arbitrale, comme arbitre, depuis 2001, environ 80 arbitrages, comme co-arbitre ou président de tribunal arbitral, *ad hoc* ou institutionnel, interne ou international dont, récemment (sur cinq ans, ne figurent que les expériences acquises, point les propositions) :

- 2022
 - Président d'un tribunal arbitral, arbitrage international (CCI, droit français, langue anglaise), rupture de contrat, secteur de l'énergie
 - Co-arbitre désigné par TJ, rupture d'un contrat de franchise, arbitrage *ad hoc*
 - Legal opinion dans un litige, action collective, concurrence déloyale, Gafa
- 2021
 - Président d'un tribunal arbitral, arbitrage *ad hoc*, interne, cession de titres.
 - Consultation sur un contrat de financement, opération de distribution, échanges de services
 - coarbitre dans un arbitrage interne, cession de titre, garantie de passif, distribution automobile
 - Legal opinion dans un litige complexe, distribution numérique, Gafa
 - Legal opinion dans un litige international (droit suisse, langue anglaise), application internationale des règles des pratiques restrictives de concurrence (C. com., art. L. 442-1 et s.)
- 2020
 - coarbitre dans un arbitrage international, *ad hoc*, droit français, assurance et réassurance
 - coarbitre dans un arbitrage international, *ad hoc*, droit français, cession de titres et changement de circonstances économiques, désigné par un TJ
 - Legal opinion dans un litige, action collective, concurrence déloyale, Gafa
- 2019
 - Legal opinion dans litige contractuel, interprétation de clauses d'un bail commercial
 - coarbitre dans un arbitrage interne, *ad hoc*, grande distribution, agence commerciale
 - coarbitre dans un arbitrage interne, *ad hoc*, contrat de distribution exclusive
 - Coarbitre dans un arbitrage interne, *ad hoc*, grande distribution, cession de titres et pacte de préférence
- 2018
 - Conseil dans un litige complexe, dont un arbitrage, grande distribution
 - Président d'un tribunal arbitral, arbitrage interne, cession de fonds de commerce
 - Coarbitre dans un arbitrage interne, contrat de franchise, contrat d'approvisionnement exclusif
 - Legal opinion dans un litige international, distribution, réseau téléphonique
 - Legal opinion dans un litige international, distribution réseau téléphonique (sans lien avec le précédent)

V. TRAVAUX

A. OUVRAGES

1. **La revente**, thèse droit Montpellier, ouvrage honoré d'un prix de l'Académie française (Prix Viard) et d'une subvention du ministère de l'Education Nationale et de l'enseignement supérieur, *Bibliothèque du droit de l'entreprise*, t.35, Litec, 1996, Préface de Philippe Malaurie).
2. **Exercice de préparation au "pré-capa"** en collaboration avec, P.-H. Antonmattéi, Ph. Coursier, O. Dugrip, J. Raynard et D. Thomas, Litec, 1996)
3. **Introduction générale au droit**, coll. objectif droit, Litec, **8ème éd. 2020** (1ère éd. 1997) ;
4. **Contrats spéciaux**, Dalloz, Coll. Cours, **12ème éd., 2020** (1ère éd. 1998).
5. **Le droit français nouveau de la transparence tarifaire**, en collab. avec M. et J.-M. Mousseron, *Act. dr. ent.* n°18, 2ème éd. Litec, 1998.
6. **L'avant contrat**, en collab. Avec J.-M. Mousseron et M. Guibal, Ed. F. Lefebvre, 2001
7. **Traité de droit du commerce international**, sous la dir. de J. Béguin et M. Menjucq, Litec, 2è éd. 2011 (1ère éd. 2005, Prix de l'Académie des Sciences Morales et Politiques), rédaction du Livre IV : les opérations du commerce international, 200 p. sur 1000, n'ai pu participer à la 3ème édition, assurée par T. Azzi et C. Nourissat).
8. **Dictionnaire de droit du marché**, (dir.) Ed. Ellipses, 2008 (ouvrage collectif),
9. **Droit des obligations**, (avec J.-L. Respaud) Ed. Ellipses, 2008.
10. **Droit de la concurrence**, (avec M. Depincé et M. Cayot), Litec, **3ème éd. 2019** (1ère éd. 2009, avec M. Depincé et J.-L. Respaud, 2ème éd. 2015 avec M. Depincé).
11. **L'action de groupe en droit français**, Lextenso, 2014.
12. **La crise du contrat de franchise ?** (dir.), Lextenso. 2015 (ouvrage collectif).
13. **Droit de la distribution et des contrats d'affaires**, publication électronique in www.daniel-mainguy.fr.
14. **Les robots dans la littérature, le cinéma et les séries télévisées** (dir.), 2016, publication électronique in www.daniel-mainguy.fr.
15. **Le nouveau droit français des contrats, du régime général et de la preuve des obligations**, (dir.) 2016 publication électronique in www.daniel-mainguy.fr
16. **Les grands arrêts du droit de la distribution** (dir.) en préparation.
17. **Droit de l'arbitrage, théorie et pratique** (avec J. El Ahdab), LexisNexis, juin 2021, *French arbitration Law, Theory and practices*, Kluwer, 2022.

B. ARTICLES, FASCICULES, CHRONIQUES, RECENSIONS, PREFACES, COMMENTAIRES DE JURISPRUDENCE

1. *Les nouvelles dispositions concernant les contrats de consommation et la publicité depuis la loi du 18 janvier 1992* (avec M. R. Fabre), *Cab. dr. ent.* 1992/3, p.20.
2. *Vers la transparence des relations publicitaires (commentaire des articles 18 à 29 de la loi Sapin du 29 janvier 1993* (avec M. R. Fabre, *Cab. dr. ent.* 1993/4, p. 33).
3. *La promotion des ventes à distance*, avec M. R. Fabre, in *Les ventes par correspondance*, n° sp. Gaz. Pal. 24-25 févr. 1993, p.17.
4. *La nouvelle revente à perte*, in *Les délais de paiement*, *Cab. dr. ent.* 1993/3, p. 22.
5. *Commentaire d'une décision du Conseil de la concurrence du 13 décembre 1994*, *Rec.Lamy*, n°616.
6. *Les clauses de prix à marge garantie dans la vente commerciale*, *JCP*, éd. E, 1995, n°suppl. *Cab.dr.ent.*1995/3, p.40.
7. *Vers l'abus du droit de mettre fin à des relations commerciales?* note sur Com.28 février 1995, *JCP éd.E* 1995, n° suppl. *Cab.dr.ent.*1995/6, p.28.
8. *De l'acceptation d'une clause de réserve de propriété ou de son refus*, note sous Com.11 juillet 1995, *JCP éd.G*, 1996.II.22583.
9. *Cession de contrôle et sort des contrats de la société cédée*, *Rev. soc.* 1996.17.
10. *A propos des droits de l'acheteur dans la vente dont le transfert de propriété est retardé*, note sous Civ.1ère 20 décembre 1994, *JCP éd.N*, 1996.501.
11. *La liberté d'exploitation de l'industriel*, avec J.-M. Mousseron, *Mélanges J.-J. Burst*, Litec, 1997, p.349.
12. *Les directives non transposées : libres propos sur une étrange lumière*, *Mélanges Christian Mouly*, t.1, Litec, 1998, p.89.

13. *Bref retour sur l'indétermination du prix*, JCP, éd. E, 1998, n°suppl. *Cab. dr. ent.* 1998/2, p.24.
14. *De l'influence d'une clause de prix de revente imposé dans un contrat-cadre*, note sous Com. 7 octobre 1997, JCP, éd. G, 1998, II, 10110, éd. E, 1998, p.1645.
15. *Lexique de droit de la distribution et de la concurrence, (1ère partie A-D)*, en collab. avec M. Malaurie-Vignal, JCP, éd. E., 1998, n°suppl. *cah.dr. ent.* 1998/5, p.21.
16. *L'avenir de l'obligation de sécurité dans la vente*, *Dr. et Pat.* 1998/12, p.68.
17. *Regard introductif sur l'abus de droit dans les contrats*, in *L'abus de droit dans les contrats*, JCP, éd. E, 1999, n°sp. *Cab. dr. ent.* 1998/6, p.1.
18. *L'abus de droit dans les contrats soumis au droit de la concurrence*, in *L'abus de droit dans les contrats*, JCP, éd. E, 1999, n°sp. *Cab. dr. ent.* 1998/6, p. 12 .
19. *Note de lecture : Droit et littérature, une anthologie, de Philippe Malaurie, Les petites affiches 1999*, recension d'un ouvrage de Ph. Malaurie.
20. *Réflexions sur la notion de produit en droit des affaires*, *RTD com.* 1999.43.
21. *Lexique de droit de la distribution et de la concurrence, (2ème partie E-O)*, en collab. avec M. Malaurie-Vignal, JCP, éd. E., 1999, n° suppl. *cah.dr. ent.* 1999/2, p.16.
22. *Droit et tauromachie*, avec F. Violla et J.-B. Seube, *Mélanges M. Cabrillac*, Dalloz-Litec, 1999, p. 757.
23. *Remarques sur les contrats de situation et quelques évolutions récentes du droit des contrats*, *Mélanges M. Cabrillac*, Dalloz-Litec 1999, p.165.
24. *Lamy Droit des contrats*, sous la direction de B. Fages, *ouvr. coll.*, Ed. Lamy (1ère éd. 1999, réédition bisannuelle des articles) :
 La rédaction du contrat : exigences formelles (étude n°175)
 La preuve du contrat : objet et charge (étude n°180)
 La preuve du contrat : preuve par écrit (étude n°185)
 La preuve du contrat : preuve sans écrit (étude n°190)
 Les parties contractantes et les tiers absolus (étude n°305)
 Les tiers intéressés et les tiers bénéficiaires (en collab. avec B. Fages) (étude n°310)
 Les parties à un groupe de contrats (étude n°320).
25. *Chronique de droit des transports (avec I. Bon-Garcin, B. Petit, J. Raynard)*, JCP, éd. E, 1999, 712, Obs. sur : Destinataire du contrat de transport : Cass. com., 20 janv. 1998, SNCF c/ Sté Artcom. Action récursoire : Cass. com., 26 mai 1998, Sté international Freightbridge (IFB) c/ Sté Stat international. Qualification du contrat : commission ou mandat : Cass. com., 6 mai 1997, Sté Intercontainer Interfrigo c/ Sté Citernord. Manutention et transport : CA Paris, 21 janv. 1998, Sté Merlin Gérin.
26. *Les clauses d'effet du contrat*, JCP, éd. E, 1999, n° sp. *cah. dr. ent.* 1999/4.
27. *La place du droit de la concurrence dans le droit privé*, in *Droit de la concurrence et droit privé*, sous la dir. de D. Mainguy, *Cah. dr. ent.* 2000/2, p.3.
28. *Commentaire d'une décision du conseil de la concurrence*, Déc. 01-MC-00, Cons. conc. 8 février 2000, *Rec. Lamy*, n°813, en collab. avec F. Berthault.
29. *Chronique « revendication et réserve de propriété » (Dalloz, sommaires commentés)*, en collab. avec F. Pérochon, *D. 2000.Somm.* 65.
30. *Quelques aspects des obligations des établissements de santé en matière d'hébergement*, *Cah. dr. ent.* 2000/6.
31. *Propriété et contrat*, *Dr. et Pat.*, mars 2001, p. 64.
32. *Les clauses relatives à la vente commerciale*, *fasc. Jur.class. Contr. distr.* Fasc. 400, 2001.
33. *Recension de la thèse de J.-B. Seube (L'indivisibilité et les actes juridiques, Litec, 1999)*, *RTD civ.* 2001. p. 466.
34. *Recension de la thèse de J.-L. Respaud (L'obligation de contracter dans le contrat cadre de distribution, Th. Montpellier, 2000)*, *RTD civ.* 2001. p. 468.
35. *Chronique technique contractuelle (avec P.-H. Antonmattéi, et a.)*, *JCPéd. E*, 2001, 269, Obs. sur : Promesse de vente : Cass. 3e civ., 8 déc. 1999 ; SCI Pia c/ Guillard et a.
36. *La transmission de la clause compromissoire dans les chaînes de contrats*, note sous *Cass. civ. 1ère*, 6 février 2001, en collab. avec J.B. Seube, JCP, éd. E. 2001, p.1238.
37. *Concurrence et télécommunications*, en collab. avec F. Berthault, *Cab. dr. ent.* 2001/5, p. 1.
38. *Chronique de droit des transports (avec I. Bon-Garcin, M. Boudreau, L. Guignard, J.-L. Navarro, V. Soubise)*, JCP, éd. E, 2001, 1570, Obs. sur : clause "CY/CY" dans un connaissance maritime : Cass. com., 6 févr. 2001.
39. *Commentaire d'une décision du Conseil de la concurrence n° 01-MC-01*, *Rec. Lamy*, n°855.
40. *L'échange électronique des consentements*, in *1ères journées internationales du commerce électronique, Act. dr. ent.*, t. 20, Litec, 2002, p. 213 s.
41. *Chronique de droit des transports (avec V. Bailly, I. Bon-Garcin, F. Letacq, V. Soubise)*, JCP, éd. E, 2002, 1466, Obs. sur : Contrat de transport et contrat de déménagement : Cass. com., 3 avr. 2001 ; Sté AGS c/ Mutuelle

assurance des instituteurs de France et a. Transport maritime : Cass. com., 8 janv. 2002 ; Cie PFA assurances c/ Compania de navigatie maritima Navrom, Cass. com., 29 mai 2001 ; Sté immobilière et financière Cecil IFC c/ Calvet.

42. *Conditions générales de vente et contrats-types*, *Jur.-Class. Contr. distr.*, Fasc.60, 2002.
43. *L'action directe contre le fournisseur du sous-traitant peut ne pas être contractuelle*, note sous Cass. civ. 3ème, 28 nov. 2001, *JCP*, éd. G, 2002, II, 10037.
44. *La soutenance de thèse*, Mélanges J. Calais-Auloy, Dalloz, 2003, p. 651.
45. Art. 1590, *Vente avec arrhes*, *Jur.-class. civ.*, 2002
46. *L'esprit et la lettre de l'article L. 442-6 du Code de commerce*, *JCP*, éd. E, 2002, I, 1729.
47. *Le refus d'agrément par le concédant du transfert d'un contrat de concession doit être motivé*, note sous Cass. com. 2 juillet 2002, *JCP*, 2003, II, 10023.
48. *Propos dissidents sur la transposition de la directive du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation*, *JCP éd. G*, 2002, I, 183
49. *Premières vues sur le projet de circulaire « sur les négociations commerciales entre fournisseurs et distributeurs »*, *JCP*, éd. E, 2002, *Actualité*, 283.
50. *Comment renforcer l'efficacité de la loi Doubin (C. com. art. L. 330-3)*, avec J.-L. Respaud, *Contrats. Conc. Consom.* mars 2003, p. 4.
51. *De l'actualité du parasitisme*, note sous Cass. com. 22 oct. 2002 (2 arrêts), *JCP*, éd. G, 2003, II, 10038 et éd. E, II, 483.
52. *Chronique de droit des transports (avec V. Bailly, I. Bon-Garcin, F. Letacq, V. Soubise)*, *JCP*, éd. E, 2003, 1248, Obs. sur : Applications de la CMR : Cass. com., 28 mai 2002 ; Sté Catewood c/ Sté SMTO, Cass. com. 11 juin 2002, Cie Gan accidents c/ Sté Générale Trafic International ; - Cass. com. 15 oct. 2002, Cie Helvetia c/ Sté Moncassin. Responsabilité du transporteur maritime : Cass. com., 29 avr. 2002 ; Sté Camship c/ Sté navigation et Transport ; Cass. com., 14 mai 2002, n° A 99-17.761, Sté Someport Walon c/ Stés Alsthom France et a.
53. *Le traitement juridique des infections nosocomiales*, in *Le risque épidémique*, Colloque Aix 25-26 nov. 2002, PUAM 2003, p. 343.
54. Art. 1630 à 1637, *Garantie d'éviction*, *Jur.-class. civ.*, 2003.
55. Art. 1638 à 1640, *Garantie d'éviction*, *Jur.-class. civ.*, 2003.
56. *Note sous Cass. com. 3 déc. 2002 et 23 avr. 2003*, *JCP*, éd. E, 2003, II, 1792.
57. *Les obscures lumières de la circulaire Dutreuil du 16 mai 2003*, en collab. Avec J.-M. Vertut, *JCP éd. E*, 2003, I, 1395.
58. *Conditions de la responsabilité d'un fabricant de vaccin à raison d'une sclérose en plaques faisant suite à des injections d'un vaccin contre l'hépatite B*, note sous Cass. 1re civ., 23 sept. 2003 (collab. Avec N. Jonquet, A.-C. Maillols, E. Terrier, *JCP* 2003, éd. G, II, 10179.
59. *La rétractation par le promettant de la promesse de contracter*, *RTD civ.* 2004, p. 1.
60. *Les conditions générales et la politique tarifaire à l'épreuve du droit communautaire de la concurrence : étude du « cas Michelin » (Déc. comm. CE du 20 juin 2001)*, les Petites affiches, 24 juin 2004.
61. *Le handicap en droit civil*, in *Le handicap*, *Rev. trim. Dr. sanitaire*, 2004.
62. *L'actualité des actions directes dans les contrats*, mélanges J. Béguin, *Litec* 2005.
63. *La cession des contrats publics*, Mélanges M. Guibal, 2005, p. .
64. *Refus d'agrément et circonstances de la rupture d'un contrat de concession : nouveau recul de la loyauté contractuelle*, (en collab. Avec J.-L. Respaud), *RLDC* 2004/12, p.5.
65. *La nouvelle garantie de conformité dans les ventes de consommation*, *JCP éd. E*, 2005, II, 630.
66. *A propos de l'introduction des Class actions en droit français*, point de vue, *D.* 2005, 1282.
67. *L'ordonnance du 17 février 2005 sur la garantie de conformité : aux regrets s'ajoutent les regrets*, *RDLC* 2005/3, p. 921.
68. *Art. 1589, Promesses synallagmatique de vente*, fasc. 10, *Jur.-class. civ.*, 2005
69. *Chronique droit de la distribution*, (avec J.-L. Respaud et St. Destours), *JCP* 2005, 1177 et 1386, obs. sur : Agrément et circulation d'un contrat de distribution : Cass. com., 3 nov. 2004, Manitou c/ CGM, n° 02-17.919. Rupture de relations commerciales établies : CA Versailles, 2 déc. 2004, Giedam c/ Galec, Cass. com., 3 nov. 2004, Sté Ronyl c/ Sté Breitling, CA Versailles, 12e ch., 14 oct. 2004, SA Casa Milano international c/ Sté Azzaro parfums, CA Rennes, 30 nov. 2004, BFI et a. c/ Auchan. Rupture et bonne foi : CA Versailles, 18 nov. 2004, époux M. c/ Piaggio, Cass. com., 30 nov. 2004, Sté Aube Automobiles c/ Sté Fiat Auto France, pourvoi n° 03-10557. Contrat de bière : Cass. com., 8 févr. 2005, Brasserie de St Omer c/ Épx Rodier. Distribution sélective et distribution parallèle : Cass. com., 11 janv. 2005, Sté Levi Strauss Continental SA c/ Sté Auchan, CA Paris, 19 janv. 2005, Sté Nikon Corporation et a. c/ Sté Nomatica. Contrat de franchise : Cass. soc., 8 févr. 2005, Sté Laboratoires Yves Rocher c/ Warcyglowa.
70. *La discrimination par les prix*, *Revue Lamy Concurrence* 2005/5, n°407.
71. *La liberté de l'entreprise face à ses partenaires*, in *Liberté et entreprises*, *Ass. Henri Capitant*, 2007, p. 27.

72. *Pour une théorie générale des contrats spéciaux*, RDC 2006.
73. *La violation du pacte de préférence*, in Le pacte de préférence, liberté ou contrainte ? Dr. & patr. Janv. 2006, p. 54.
74. *La circulaire du 8 décembre 2005 relative à la modernisation des relations commerciales*, JCP, éd. E, 2006, 1294
75. *Le contrat de franchise*, *Panorama de jurisprudence (2003-2005)*, (en collab. Avec J.-L. Respaud et V. Cadoret) *les petites affiches*, 2006, n°48, 8 mars 2006, p. 3.
76. *L'introduction en France des class actions (dir.)*, ADC, 2005/6, *Les petites affiches*, 22 déc. 2005, n°254, p. 6.
77. *Note sous Cass. Ch. Mixte 26 mai 2006*, D. 2006, p. 1874.
78. *Quand le dépôt de brevet dégénère en abus...de position dominante ?*, note sous Avis Cons. conc. n°05-A-20, 9 nov. 2005, RLDI, 2006.
79. *A propos du contrat de commission-affiliation (avec J.-L. Respaud)*, Mélanges Ph. le Tourneau, Dalloz, 2007, p. 761.
80. *Note sous Cass. civ. 3^{ème} 31 janv. 2007*, D. 2007, p.1689.
81. *Autopsie d'un puzzle juridique (Les montages contractuels et sociétaires de la grande distribution à l'épreuve de la jurisprudence récente)*, Mélanges J. Foyer, 2007, p. 655.
82. *Chronique droit de la distribution*, (avec J.-L. Respaud et St. Destours), JCP 2007, 1348 et 1386, obs. sur :
 Transparence tarifaire : Cass. com., 12 déc. 2006, n° 05-15573. Rupture des contrats de distribution : Cass. com., 31 janv. 2006, n° 03-13.739. Succession de deux contrats de distribution distincts : Cass. com., 28 nov. 2006, n° 04-20.734. Actualité de l'article L. 442-6, I, 5° C. com. : Cass. com., 12 déc. 2006, n° 05-15573. Motivation et résiliation : Cass. 1re civ., 21 févr. 2006, n° 02-21.240 et n° 02-21.355. Contrat de franchise : Cass. soc., 14 déc. 2006, n° 05-40841 et n° 05-40842. Distribution automobile : Cass. com., 17 janv. 2006, n° 04-19.092. promesses de cession et grandes surfaces : Cass. com., 19 déc. 2006, n° 05-10.197, n° 05-10.198, n° 05-10.199, n° 03-21.042.
83. *Note sous Cass. com. 10 juill. 2007 (en collab. Avec J.-L. Respaud)*, JCP éd. E, 2007, II, 2394
84. *A propos du « Rapport Attali » et des projets de réforme du droit de la concurrence*, D. 2007, Chr. p. 3019.
85. *Commentaire de Cass. com. 9 oct. 2007, (en collab. Avec M. Depincé)*, RLDC 2008/3, p. 6.
86. *Commentaire de Cass. crim. 28 nov. 2007 (avec St. Bénili)*, JCP éd. E, 2008, 1429.
87. *Commentaire de Cass. com. 28 févr. 2008 (avec J.-L. Respaud)*, JCP 2008, II, 10094.
88. *Chronique droit de la distribution*, (avec J.-L. Respaud et St. Destours), JCP 2008, 1638 et 1676 obs. sur :
 Information précontractuelle : Cass. com., 9 oct. 2007, n° 05-14.118, Cass. com., 3 avr. 2007, n° 05-10.948, Cass. com., 20 mars 2007, n° 06-11.290, Cass. com., 25 sept. 2007, n° 05-20.922. Rupture d'un contrat de distribution : Cass. com., 6 févr. 2007, n° 03-20.463, Cass. com., 23 oct. 2007, n° 06-16.774, Cass. com., 3 avr. 2007, n° 06-10256, Cass. 1re civ., 6 mars 2007, n° 06-10.946, Cass. com., 6 févr. 2007, n° 04-13.178, Cass. com., 25 sept. 2007, n° 06-15.517, Cass. com., 15 mai 2007, n° 05-19.370, Cass. com., 6 mars 2007, n° 05-18.121, Cass. com., 23 janv. 2007, n° 04-16.779, Cass. 1re civ., 26 sept. 2007, n° 06-19.709, Cass. com., 20 févr. 2007, n° 04-17.752, Cass. 1re civ., 6 mars 2007, n° 06-10.946, Cass. 1re civ., 14 nov. 2007, Cass. 1re civ., 27 mars 2007, Cass. 1re civ., 23 janv. 2007, n° 05-12.166. Rupture de contrat et indemnité de clientèle : Cass. com., 9 oct. 2007, n° 05-14.118, Cass. 3e civ., 3 mai 2007, n° 06-11.591. Distribution sélective : Cass. com., 20 mars 2007, n° 04-19.679, Cass. com., 10 juill. 2007, n° 05-18.571. Contrat de franchise : Cass. com., 26 juin 2007, n° 06-13.211, Cass. soc., 6 juin 2007, n° 06-42.951, Cass. soc., 22 mars 2007, 2 arrêts, n° 05-44.722, Cass. soc., 21 févr. 2007, n° 05-45.048. Rémunération de la clause de non concurrence de l'agent commercial : Cass. com., 10 juill. 2007, n° 05-19.373. Prix minimum de revente : Déc. Cons. conc. n° 07-D-03, 24 janv. 2007, Déc. Cons. conc. n° 07-D-04, 24 janv. 2007, Déc. Cons. conc. n° 07-D-06, 28 févr. 2007, US Supreme Court du 28 juin 2007. Actualité des règles en matière de transparence tarifaire : Cass. civ. 1re, 26 sept. 2007, n° 06-19.709, Cass. com., 20 févr. 2007, n° 04-20.449, CA Versailles, 3 mai 2007, CA Angers, 29 mai 2007, Cass. com., 23 oct. 2007, n° 06-14.981. Publicité comparative : Cass. crim., 9 mai 2007, n° 06-86.373, CJCE, 19 avr. 2007, aff. C-381/05.
89. *Cabiers de droit de la consommation* (sous la dir. de M. Depincé et J.-L. Respaud), *Les Petites affiches*, 2008, n° sp. 25 sept. 2008.
90. *Préface de l'ouvrage de R. Monzger : La négociation des contrats internationaux*, Bruylant, 2008.
91. *Pour une analyse objective et utilitariste des clauses limitatives et des clauses abusives dans les contrats*, RDC, 2008, p. 1030.
92. *Défense, critiques et illustration du projet de réforme de droit des contrats*, D. 2009, Chr., p. 308
93. *A propos de la responsabilité de l'arbitre*, note sous Paris, 6 nov. 2008, D. 2009, p.538.
94. *La circulation de la clause compromissoire dans le contrat de crédit bail*, note sous Cass. com. 25 nov. 2008, JCP 2009, II, 10023.
95. *Cabiers du droit de la consommation* (sous la dir. de M. Depincé et J.-L. Respaud), *Les Petites affiches*, 2009, p.12.
96. *Chronique droit de la distribution*, (avec J.-L. Respaud et St. Destours), JCP 2009, 1479, obs. sur : L'information précontractuelle : Cass. com., 12 févr. 2008, n° 07-10.462, Cass. com., 16 déc. 2008, n° 07-19.922, Cass. com., 27 mai 2008, n° 07-14.422, Cass. com., 12 nov. 2008, n° 07-17.746 Fusion et contrat de distribution : Cass.

com., 3 juin 2008, n° 06-18.007, Cass. com., 3 juin 2008, n° 06-13.761 Rupture d'un contrat de distribution : Cass. com., 29 janv. 2008, n° 07-12.039, Cass. com., 16 déc. 2008, n° 07-18.050, Cass. com., 26 févr. 2008, n° 07-14.056, Cass. com., 22 janv. 2008, n° 06-19.440, Cass. com., 16 déc. 2008, n° 08-13.423, Cass. com., 6 mai 2008, n° 07-11.735, Cass. com., 16 déc. 2008, n° 07-15.589, Cass. com., 2 déc. 2008, n° 08-10.731 et n° 08-10.732, Cass. com., 2 déc. 2008, n° 07-18.775, Cass. com., 21 oct. 2008, n° 07-12.336, Cass. 1^{re} civ., 22 oct. 2008, n° 07-15.823, Cass. com., 5 mars 2008, n° 06-21.949. Actualité de l'article L. 442-6 du Code de commerce : Cass. com., 16 déc. 2008, n° 06-21.118, Cass. com., 29 janv. 2008, n° 07-13.778, Cass. com., 8 avr. 2008, n° 07-16.485 et n° 07-16.500, Cass. com., 12 févr. 2008, n° 06-22.065, Cass. crim., 5 mars 2008, n° 07-84.882, Cass. com., 8 juill. 2008, n° 07-16.761 et n° 07-13.350, Cass. com., 16 déc. 2008, n° 07-20.099, Cass. com., 16 déc. 2008, n° 08-13.162

97. *Le bioacteur contractant, in perspective d'un droit privé de l'environnement*, BDEI, mars 2009/06, p. 858.
98. Commentaire de Cass. com. 3 mars 2009, JCP, éd. E, 1543
99. Préface de l'ouvrage « *la soumission des personnes publiques au droit de la consommation* », par Sylvain Lafont, Litec, « *Bibl. dr. Entr.* » 2009.
100. *Le raisonnable en droit des affaires, in les concepts émergents du droit des affaires*, LGDJ, 2010, p.307.
101. *La contestation du contrôle de conformité des lois, Brèves remarques d'un privatiste*, JCP, 2010, 863.
102. *Les discriminations contractuelles*, acte du colloque sur « les discriminations », (2009), Faculté de droit de Montpellier, 2011.
103. Commentaire de Déc. Cons. Constit. n°2010-85 QPC, 13 janv. 2011, JCP, éd. E, 2011, 1136 éd. G, 2011
104. *De la légitimité des normes et de son contrôle*, JCP, éd. G, 2011, 250.
105. *La nature de la responsabilité du fait de la rupture brutale des relations commerciales établies : une controverse jurisprudentielle à résoudre*, D. 2011, Chron., p. 1495, *Omnidroit 11 mai 2011, Point de vue*, p. 2.
106. *L'interprétation de l'interprétation, Variations normatives II*, JCP 2011, éd. G., 603.
107. Note sous Cass. civ. 3^{ème}, 10 mai 2011, D. 2011, p.1460.
108. *Le problème posé par le théorème de Coase, le droit de l'environnement et l'intérêt général environnemental*, in E. de Mari et D. Taurisson-Mouret (dir.), *L'impact de la norme environnementale en milieu contraint, exemples de droit colonial et analogies contemporaines*, Victoire Editions, 2012, p. 108.
109. *La jurisprudence des sensations (à propos des lettres de R.-M. Verbier)*, in V. Fortier (dir.), *Les sentiments et le droit, Rencontres Montpellier-Sherbrooke*, 2012.
110. *A propos de « l'affaire de la rétractation de la promesse de vente »*, JCP, éd. G, 2012, 808.
111. *La valeur des clauses de résiliation unilatérale dans un contrat à durée déterminée*, Note sous Cass. com. 10 juill. 2012, JCP, éd. E, 2012, 1722.
112. *L'erreur sur la rentabilité et le contrat de franchise*, RLDA, 2012, n°4876.
113. Note sous Cass. com. 23 oct. 2012, RLDA, 2013, 4754.
114. *Chronique de droit de la distribution*, JCP, éd. E, 2013,. Obs. sur L'information précontractuelle : Cass. com. 4 oct. 2011, n°10-20956, Cass. Com. 12 juin 2012, n°11-19047, Rupture d'un contrat de distribution : Cass. com. 12 juin 2012, n°11-18852 ; Cass. com. 3 mai 2012, n°11-10544, Cass. com. 25 septembre 2012, n°11-24301, Rupture du contrat, clause de non-concurrence ou de non-réaffiliation et indemnité de clientèle, Cass. com. 3 avr. 2012, n°11-16301, Cass. com. 31 janv. 2012, n°11-11071, Cass. com. 23 oct. 2012, n°11-21978 et 11-25175, Distribution sélective quantitative : quels critères de contrôle ? CJUE, 14 juin 2012, n°C-158/11, Cass. com. 15 janv. 2013, n°10-12734, Distribution alimentaire, Cass. com. 30 mai 2012, n°11-18024, Cass. com. 15 mai 2012, n°11-17866, Le retour de la loi de 1941 ? Cass. soc. 16 févr. 2012, n°10-23541.
115. *Pour des PU-PJ, RDS hors série*, 2013, p. 418.
116. *Faut-il brûler le droit de la distribution*, D. 2013, Chron. p. 1222.
117. *Pour l'action de groupe*, JCP éd. E, 2013, 355.
118. Note sous Cass. Ch. Mixte, 17 mai 2013, JCP, éd. E, 2013, 1327.
119. Note sous Cass. com. 8 oct. 2013 (avec J.-L. Respaud,), JCP, ed E, 2014, 1063.
120. *Ranger l'homme en droit animal*, in E. de Mari et D. Taurisson-Mouret (dir.), *L'impact de la norme en milieu contraint, exemples de droit colonial et analogies contemporaines*, « *Ranger l'animal* » Victoire Editions, 2014, p. 148.
121. *L'introduction de l'action de groupe dans la loi Hamon, (avec M. Depincé)*, JCP, éd. E, 2014, 1144.
122. *L'action de groupe, nouvelle procédure du droit français de la consommation (avec M. Depincé)*, *Dr&Pat.* 2014/05, p.34.
123. *Un statut oublié, les vendeurs colporteurs de presse*, JCP, éd. 2014, 1379.
124. *Promesse unilatérale et pacte de préférence, des définitions inopérantes* in Réforme du droit des contrats : le débat , *Dr.&Pat.* 2014/10, n°240, p. 44.
125. *L'exécution forcée, du « coût manifestement déraisonnable à la reconnaissance d'un droit d'option*, Réforme du droit des contrats : le débat, *Dr. & Pat.* 2014/10, n°240, p. 60.
126. *L'entrée en vigueur des procédures d'action de groupe*, JCP, éd. E, 2014, act. 787.

127. *La loyauté en droit des contrats*, in F. Petit (dir.) *La loyauté*, Dalloz, 2015, p. 1.
128. *A propos d'un « principe » préexistant à une loi*, Note sous Cass. civ. 1^{ère} 29 oct. 2014, D. 2015, p. 246.
129. *Le changement dans le droit du commerce international*, Rev. de droit d'Assas, 2015, n° 10, p. 30.
130. *La crise du contrat de franchise ? introduction*, D. Mainguy (dir.) *La crise du contrat de franchise*, Lextenso, 2015, p.7 .
131. *Le contrat de franchise et la distribution alimentaire*, in D. Mainguy (dir.) *La crise du contrat de franchise*, op. cit., p. 80.
132. Note sous Cass. com. 20 janv. 2015, « conditions d'application des règles européennes par une autorité nationale de concurrence », JCP, éd. E, 2015, 1218.
133. *Arbitrage et action de groupe*, avec Th. Clay, JCP, éd. G, 2015, 573.
134. *L'arrondi de la décimale, de l'influence des mathématiques sur la rigueur de l'information due au consommateur de crédit*, JCP, éd. E, 2015, 1250.
135. *Le contractant, personne de bonne foi ?* in *La réforme du droit des contrats* (C. Albigès, dir.), Presse univ. Montpellier, 2015, p. 83.
136. *Premières vues sur la réforme de la loi Macron et les contrats de la grande distribution*, JCP, éd. E, 2015, 1579.
137. *La réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations*, JCP, éd. E, 2016, 157.
138. *L'élargissement des actions de groupe*, RLDC, mars 2016, n° 136, 6180.
139. *Contenu des contrats de distribution et pouvoirs du juge*, in N. Dissaux et G. Chantepie (dir.) RLDA, 2016.
140. *Pour l'effet immédiat de la réforme du droit des contrats*, D. 2016, p. 1764.
141. « PME et partie faible » in *Arbitrage et partie faible*, C. Jallamion et C. Duclerc (dir.), JDI 2016, p. 1.
142. *Chronique de droit de la distribution*, JCP, éd. E, 2017, n°
143. *Négociation et avant contrat*, in F. Osman (dir.) *Droit français des contrats et arbitrage commercial international*, Larcier, 2017, p. 12.
144. *Qu'est-ce qu'un juriste dans la cité ? Promotion de la « description »*, in *Le juriste dans la cité, Mélanges offerts à Philippe Neau-Leduc*, 2017, p.657.
145. *L'esprit des introductions générales au droit*, in R. Cabrillac (dir.), *les introductions générales au droit*, Dalloz, 2017, p. 13.
146. *Les frontières de l'équilibre contractuel*, in L. Arcelin, *Les espaces de distribution, nouveaux enjeux, nouvelles régulations*, PUR, 2017,
147. *Vers l'arbitrage de groupe en droit français ? Mélanges Cl. Lucas de Leyssac*, 2018, p.
148. *L'apport du juge, de l'arbitre et du médiateur dans l'effectivité de la Soft Law*, in F. Osman et M.-C. Rigaud (dir.), *La Soft Law et le droit du commerce international*. 2017, Chap. 15.
149. *Nouvelle avancée de la question de l'effet immédiat de l'entrée en vigueur de la réforme du droit des contrats*, note sous Cass. soc. 21 sept. 2017, RJD, 2017, p. .
150. *Présentation de la réforme du droit des contrats : utilité pratique et effets dans le temps*, in D. Valentino (dir.), *La riforma dei Code civil, una prospettiva italo-francese*, 2018.
151. *Chronique de droit de la distribution*, JCP, E, 2018, 1131.
152. *L'effet dans le temps des décisions de jurisprudence (après Cass. com. 21 mars 2018, n°16-28.412)*, JCP E, 2018, 1391.
153. *L'étrange rétroactivité de la survie de la loi ancienne...et la loi de ratification de la réforme du droit des contrats*, JCP, G, 2018,964.
154. *Fascicule : Action de groupe française, dispositions générales et procédures spéciales*, J.-Class. Conc. Consomm. 2018,.
155. *Colloque « constitution et contrat »*, in RFDC, 2019, p. .
156. *L'accord amiable purement verbal*, in, D. Mouralis et W. Ben Hamida (dir.), *L'accord amiable et après*, Lexisnexis, 2018, à paraître.
157. *Commentaire de Cass. civ. 1ère, 27 juin 2018*, avec Malo Depincé, JCP E, 2018,
158. *Commentaire de Cass. civ. 1ère, 6 juin 2018 (2 arrêts)*, AJ Contrat 2018, p. 377.
159. *Commentaire de Cass. civ. 1ère, 6 déc. 2018*, JCP, E, 2019, 1416
160. *Commentaire de Cass. com. 27 mars 2019*, JCP E 2019, 1416.
161. *La personnalité juridique des robots, le nouvel âge de la machine*, in C. Vial (dir.) *Droit des êtres humains et droit des autres entités, une nouvelle frontière*, Montpellier, 16-17 mai 2019, à paraître, 2021.
162. *Commentaire Cass com. 12 févr. 2020*, AJ contrat, 2020, 201.
163. *Les règles d'embargo s'inscrivent dans l'ordre public international. Cass. civ. 1^{re}, 15 janv. 2020, n° 18-18.088*, Ministère de la justice de la République d'Irak c. Finmeccanica, avril 2020, in droit-contentieux-guerre-eco.fr.
164. « L'affaire Yukos », après l'arrêt de la Cour d'appel de La Haye du 18 février 2020, *Mirage 2020-2*, mai 2020, in droit-contentieux-guerre-eco.fr.
165. *Covid19 et arbitrage d'investissement : la menace ? Mirage 2020-3*, in droit-contentieux-guerre-eco.fr
166. *Le PNF est compétent pour traiter le blanchiment en France d'infractions commises à l'étranger (Cass. crim. 1er avril 2020, n°19-80875)* *Mirage 2020-4*, juin 2020, in droit-contentieux-guerre-eco.fr.
167. *Chronique de droit de la guerre économique, juillet 2020*, in *MIRAGE droit-contentieux-guerre-eco.fr : n°1* Après le rapport Gauvain (avec J. Guidu et K. Favre), n°2 *Le sort des résultats d'une enquête interne, en France et aux Etats-Unis (RIN,*

annexe XXIV et States District Court for the Southern. District of New York, United States v. Connolly, 2 mai 2019, 2019 WL 2120523), n°3 « 5 G » et sécurité, L'affaire « Huawei » : d'un conflit sino-américain à la loi n° 2019-810 du 3 août 2019 visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles. voué à s'étendre géographiquement (avec A. Lepère), n°4 Loi n°2018-670 du 30 juillet 2018 sur la protection du secret des affaires, C. com. art. L. 151-1 et s., n°6 A propos de l'International Commercial Chamber at the Paris Court of Appeal (ICCP-CA), n°7 Les diligences de l'arbitre avocat d'affaires (Cass. civ. 1^{ère}, 3 oct. 2019, n°18-15756, AVME, n°8 Cour d'appel La Haye, 18 févr. 2020, Yukos, n°9 Après l'affaire Achmea, n°10 Immunité d'exécution (loi sapin II), Paris 5 sept. 2019, n°19/17592, n°11 Clauses d'interdiction de témoigner Paris 5 juill. 2018 (avec A. Caldumbide), n°17 CJIP Airbus : une première internationale (CJIP Airbus, 29 janv. 2020 (avec E. Plane), n°18 Ass. plén. 13 mars 2020, n° 19-86609, 18-80162, 18-80164, 18-80165), n°19 Cour de justice de la République, « affaire Karachi », n°19, Affaire Alstom-Hoskins (avec J. Quidu et K. Favre), n°20 Paris, 28 mai 2019, n°16/11182, Alstom Transport et Alstom Network UK Lt d c /A BL, n°21 Cass. civ. 1^{ère}, 15 janv. 2020, n° 18-18.088, Ministère de la justice de la République d'Irak c. Finmeccanica, n°22 Ord. n° 2020-115 du 12 févr.2020 renforçant le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, Décr. N° 2020-1 18 du 12 févr.2020 renforçant le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme Décr. n° 2020-119 du 12 févr.2020 renforçant le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme), n°30, Cass. soc. 4 mars 2020, Uber, n°19-13.316 (avec B. Siau et M. Depincé).

168. Commentaire Cass soc. 4 mars 2020, Uber, avec M. Depincé et B. Siau, JCP E, 2020, 1282.
169. Chronique de droit de la distribution, JCP, E, 2020, 1522, obs sur Exécution de bonne foi d'un contrat de distribution, (Cass. com., 27 mars 2019, n° 17-22.083, Cass. com., 19 juin 2019, n° 17-29.000), Rupture d'un contrat de distribution : contexte international et interrogations sur le caractère de loi de police de l'article L. 442-6 du Code de commerce (C. com., art. L. 442-1, II) (CA Paris, pôle 5, ch. 16, 7 juill. 2020, n° 20/01583, Cass. com., 8 juill. 2020, n° 17-31.536, T. com. Paris, 1^{ère} ch., 2 sept. 2019, n° 2017050625, CA Paris, pôle 5, ch. 4, 9 janv. 2019, n° 18/09522, CA Paris, pôle 5, ch. 16, 5 mars 2019, n° 18/04137, CA Paris, ch. com., 4 juill. 2019, n° 19/08038, CA Paris, ch. com., 3 juin 2020, n° 19/03758, CA Paris, pôle 5, ch. 4, 9 janv. 2019, n° 18/09522), Distribution sélective et plateforme en ligne : traitement concurrentiel (CA Paris, pôle 5, ch. 4, 23 janv. 2019, n° 16/16856, Aut. conc., déc. n° 19-D-14, 1^{er} juill. 2019, CA Paris, pôle 5, ch. 7, 17 oct. 2019, n° 18/24456), Distribution sélective : traitement contractuel (Cass. com., 27 mars 2019, n° 17-22.083, CA Paris, pôle 5, ch. 4, 31 juill. 2019, n° 16/20683), Déséquilibre significatif et combinaison de clauses annulables (Cass. com., 8 juill. 2020, n° 17-31.536), réparation intégrale du préjudice économique (Cass. com., 12 févr. 2020, n° 17-31.614).
170. Commentaire de Cass. civ. 1^{ère}, 30 sept. 2020, PWC, AJ contrats, 2020, p. 485.
171. – Extension, loi applicable et autonomie de la clause compromissoire : oppositions françaises et anglaises, *Mirage* 2020-6, oct. 2020, in droit-contentieux-guerre-eco.fr.
172. – 3 question à D. Mainguy : Pourquoi un droit de la guerre économique ? JCP E 2020, 734.
173. – Edito : L'état de droit : l'illusion ou la méthode, D. 2021, p. 1.
174. – Premières vues sur L'arrêt Vidatel c. PT VEntures, l'obligation de révélation et le principe d'égalité des parties (Paris 26 janv. 2021, n°19/10666), *Mirage* 2021/1 janv. 2021 in droit-contentieux-guerre-eco.fr.
175. – Chronique de droit des militaires, févr. 2021 in www.daniel-mainguy.fr : obs. sur 1. Vision stratégique de l'armée française et de l'armée de terre ; 4. La mort des « drones tueurs » ? rapport de Ganay et Gouttefarde sur les systèmes d'armes létaux (avec M. Khalaf), 5. Les limites de la collecte de métadonnées par les agences de renseignement : CJUE 6 oct. 2020, 2 arrêts, aff. Jointes C-511/18, C-512/18, C-520/18 et Aff/ C-623/17 (avec T. Colot), 6. Le devoir de réserve prime sur la liberté d'expression (CE, 29 déc. 2020, n°44056) ; 7. Iron Man ou Spider man ? Le « soldat augmenté » à après l'avis du Comité d'éthique de la défense du 18 septembre 2020 ; 9. Une « ETAP » de plus ? Accident de saut militaire en parachute : (non-)responsabilité pénale des formateurs et obligation de réitérer les vérifications de sécurité d'un sauteur après « mise en chapelle (Cass. crim 8 sept. 2020, n°19-85.103, avec L. Larrieu) ? 10 Spécificités et usages du mariage (ou du PACS) des militaires (avec C. Houllard et P. Bodet) ; 11. De la dignité et de la discipline des militaires (Cass. crim. 9 mai 2019, avec A. Bruno) ; 12. Réparation des préjudices des militaires blessés, Jurisprudence Brugnot et choix de compétence (CAA Marseille, 17 nov. 2020, CE 18 nov. 2020, n°427325, Cass. civ. 1 9 sept. 2020, n° 19-16.680) ; 13 Cumul d'une pension militaire d'invalidité et d'une allocation temporaire d'invalidité (CE 20 nov. 2020, n°431508) ; 15. L'affaire des rétro-commissions dans « Affaire Karachi », le commencement de la fin ou « tout ça pour ça » ? Ass. plén. 13 mars 2020, n° 19-86609, 18-80162, 18-80164, 18-80165), Cour de justice de la République, affaire Karachi.
176. Limitation de la garantie du fabricant, ventes successives et chaîne de recours en garantie, Note sous Cass. civ. 1^{ère}, 6 janv. 2021, n°19-18.588, JCP éd. E, 1212
177. Le contrat de distribution, cet inconnu, in *Mélanges D. Ferrier*, LexisNexis, 2021.

178. *La singularité militaire : retour sur la question du temps de « travail » des militaires*, note sous CJUE 15 juill. 2021, aff. n° 742/19, D. 2021, p. 1996.
 179. *Le juge du siège et l'exclusion du règlement Bruxelles I bis pour apprécier les actions fondées sur le contrat d'arbitre*, note sous Paris, 22 juin 2021, JCP E, 2021, 1450.
 180. *Revirement(s) et trompe l'œil. A propos de l'arrêt du 23 juin 2021 n° 20-17.554 et « l'abandon » de la jurisprudence Cruz*, note sous Cass. civ. 3^{ème}, 23 juin 2021, n°20-17.554, JCP E, 2021, 1468.
 181. *Intelligence artificielle et droit militaire*, in A. Bensamoun et G. Loiseau, *Droit de l'intelligence artificielle*, LGDJ, 2^{ème} éd., à paraître, 2022.
 182. *Le temps de travail des gendarmes et des militaires, fin du débat*, note sous CE 21 déc. 2021, D. 2022, p.
 183. *La tierce opposition contre l'arrêt d'appel de l'ordonnance d'exequatur, un recours supplémentaire contre une sentence arbitrale internationale ?*, note sous Cass. civ. 1^{ère}, 26 mai 2021, JCP, éd. E, 2022,
 184. *3 questions à D. Mainguy et J. El Abdab « pourquoi un ouvrage de droit de l'arbitrage »*, JCP G 2022,
 185. *La corruption et l'arbitrage saisis en demi-teinte par la Cour de cassation*, note sous Cass. civ. 1^{ère}, 20 sept. 2021, JCP E, 2022, *Mirage* 2022/2, janv. 2022, in *droit-contentieux-guerre-eco.fr*.
 186. *Le droit de la concurrence versus la crise sanitaire (avec M. Cayot)*, in B. Receveur et M. Rakotovahiny, *Entreprises versus Covid : Quelles mesures et quelles conséquences juridiques consécutives à la crise sanitaire*, JCP E 2022, 1203
 187. *Commentaire de Cass. civ. 1^{ère}, 26 mars 2022, Belokon*, JCP E ? 2022, à paraître
 188. *Commentaire de Paris 19 janv. 2022, Rio Tinto*, *Revue de l'arbitrage*, 2022, à paraître.
-